

La finance contre-productive

Jacques Cossart et Jean-Marie Harribey

Les Echos, 25 mars 2008

Les graves perturbations financières actuelles ne seraient-elles que dommages collatéraux dans une économie globalement positive ? Autrement dit, l'économie financiarisée est-elle favorable aux 6,5 milliards d'êtres humains et à la planète elle-même ?

Les transactions d'ordre financier sont, dans le monde, environ 120 fois supérieures à la circulation des biens et des services ! Selon la Banque de France, les entreprises des pays du G7 sont prêteuses « nettes » de 1 300 milliards de dollars. Jean-Marc Vittori note justement dans *Les Echos* du 8 février 2008 que « les entreprises n'ont plus vraiment besoin de lever des fonds en émettant des actions – sauf accident. Au contraire, elles rachètent leurs propres actions. Les dérivés servent donc surtout aux gérants de fonds qui cherchent à placer au mieux leurs capitaux. » Mais a-t-il raison d'assimiler la critique de la finance à une critique de la monnaie ?

La Banque de France note : « Ce phénomène [aversion au risque pour les nouveaux investissements] expliquerait pourquoi une telle proportion des bénéfices vient alimenter les liquidités ou est redistribuée aux actionnaires, ». Les flux multipliés par 50 en 20 ans vers les pays émergents profitent-ils à leur croissance ? Selon la BRI, en 2006, les pays émergents ont été exportateurs nets, vers les pays du Nord, de 640 milliards de dollars. L'apport récent de plusieurs dizaines de milliards par les fonds souverains au profit d'établissements bancaires du Nord est emblématique. De nombreuses études montrent une absence de corrélation entre entrée de capitaux et taux de croissance. *Finances et Développement* (FMI, mars 2007) cite la Corée où l'entrée nette de capitaux a été nulle entre 1980 et 2000 pour un taux de croissance moyen supérieur à 5%, alors que, sur la même période, Madagascar, avec un flux d'entrée équivalent à 6% de son PIB, a subi une régression de 1,3% l'an.

Les bourses sont-elles utiles ? Espérer qu'elles jouent un rôle économique favorable est peu réaliste puisqu'elles n'apportent pas de ressources à la production. Dès lors, leurs turbulences obéissent à des exigences de rentabilité et à des réflexes moutonniers. La preuve en est que, depuis vingt ans, toutes les instances internationales reconnaissent que la part des profits a augmenté considérablement dans le produit mondial et que la part salariale a baissé d'autant, ce qui ne peut assurer un équilibre durable. La bulle éclate, et avec elle la crise, lorsque l'économie impose à la finance un retour sur terre : il y a des limites à l'augmentation de la productivité – d'aucuns diraient, non sans raison, de l'exploitation – du travail.

Peut-on considérer le « bonheur » supposé de quelques millions d'États-Uniens devrait s'obtenir au détriment d'autres, contraints d'abandonner leur habitation qu'ils ne peuvent plus rembourser ? Que dire de la fameuse titrisation ? Devant des créances à haut risque, les banques pensaient trouver une parade sans freiner la course à la liquidité. Elles les ont divisées dans des proportions inouïes. Contre un risque de 100 jugé démesuré pour un seul créancier, elles espéraient que, devenu 1 par le miracle de 100 titres revendus sur les marchés, il deviendrait insignifiant. Il le fut jusqu'à ce que la panique provoquât l'écroulement de cette construction sophistiquée. On ne peut prétendre que les produits dérivés auraient « résolu un problème qui empoisonnait la vie de paysans depuis des siècles : la soudure ». Parce 900 millions d'êtres humains souffrent encore de faim aujourd'hui, et parce qu'on voit le résultat calamiteux de la disparition de la distinction entre banques de dépôts et banques d'affaires qui a conduit les institutions financières à ne faire métier, avant tout, que de la spéculation sur produits dérivés.

Alors que faire ? Sortir de ce système dommageable pour des centaines de millions d'êtres humains et pour la planète elle-même. En lieu et place du « tout marché », il faut mettre en oeuvre, à tous les niveaux, un système de biens publics. C'est évident en ce qui concerne, l'eau, la santé, l'éducation ou le climat, mais ça l'est tout autant pour la monnaie. S'agissant du financement des biens mondiaux, nous proposons des taxes globales, notamment sur les transactions de change et de bourse qui pourraient atteindre, comme le rapport Landau (2004) l'a montré, plus de 1 000 milliards de dollars par an. Puisque la finance est improductive et contre-productive, il n'y a pas de raison de l'épargner.